SOFAM

Société coopérative
Société Multimédia des Auteurs des Arts Visuels
Rue du Prince Royal 87, 1050 Bruxelles
R.P.M. Bruxelles 0419 415 330
info@sofam.be

Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 21 mai 2024

Ouverture de la séance

La séance est ouverte à 19h30.

43 associés sont présents ou représentés. 5 associés ont voté anticipativement. Le commissaire, M. Jean Benoît Ronse De Craene, est également présent, ainsi que Marie Gybels, directeur gérant de la SOFAM et les membres du personnel de la SOFAM.

Les convocations et l'ordre du jour ont été envoyés aux associés le 3 mai 2024, conformément aux statuts.

Ordre du jour

1. Composition du bureau
2. Approbation du compte-rendu de l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2023
3. Comptes annuels et rapport de gestion de l'organe d'administration pour l'année 2023
 - a. Rapport du commissaire sur l'année 2023
 - b. Approbation du bilan et du compte de résultats arrêtés au 31.12.2023
4. Prise de connaissance de la déclaration individuelle des administrateurs en matière de conflits d'intérêts pour l'exercice 2023
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice 2023
6. Election des administrateurs
7. Renouvellement du mandat du commissaire
8. Adoption de la modification à l'article 21 du règlement d'ordre intérieur
9. Adoption des modifications aux politiques générales :
 - a. Politique générale relative aux déductions effectuées sur les revenus provenant des droits et de toute recette résultant de l'investissement de des revenus provenant des droits
 - b. Politique générale relative aux droits non-répartissables
10. Répartitions des droits
 - a. Approbation des répartitions 2023
 - b. Prise de connaissance du règlement de répartition de la rémunération pour copie privée des œuvres d'art graphique, plastique et photographique (CALP)
 - c. Prise de connaissance du règlement de répartition de la rémunération pour l'utilisation d'œuvres pour l'enseignement et la recherche scientifique
11. Affectation d'un pourcentage des droits perçus à des fins sociales, culturelles ou éducatives
12. Questions diverses

Le directeur gérant souhaite la bienvenue.

1. Constitution du bureau de l'assemblée

En l'absence du président pour cause de maladie, l'assemblée générale désigne à l'unanimité, Monsieur Bram Declercq, comme président de l'assemblée, Madame Delphine Kayaert comme secrétaire de l'assemblée et Madame Caroline Tanghe, comme scrutateur.

Les documents suivants sont vérifiés par le bureau :

- la convocation à l'assemblée générale envoyée par courriel aux associés et publiée sur la page internet de la SOFAM, sous la rubrique Les assemblées générales – Assemblée Générale Ordinaire 2024 ;
- les procurations communiquées en temps utile à la SOFAM en prévision de cette assemblée ;
- les votes anticipés à distance parvenus au siège de la SOFAM.

Les membres du bureau constatent que l'assemblée est régulièrement convoquée et qu'elle est régulièrement constituée.

L'assemblée, ayant connaissance des formalités et des délais de convocation d'une assemblée générale prescrits par le Code des Sociétés et des Associations et les statuts, renonce expressément et irrévocablement aux formalités de délai et à toute action en nullité pour irrégularité de forme sur la base de l'article 2 :44 du Code des Sociétés et des Associations.

La liste des présences est jointe au présent procès-verbal.

2. Procès-verbal de l'assemblée générale du 15 mai 2023

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 15 mai 2023 est adopté à l'unanimité.

3. Rapport de gestion du conseil d'administration pour l'année 2023

La directrice gérante commente le rapport de gestion et les résultats pour l'année 2023. Le commissaire présente son rapport établi dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels et des autres obligations légales et réglementaires.

L'assemblée approuve le bilan et compte de résultats arrêtés au 31.12.2023.

Kate Mayne, responsable de l'action culturelle et des partenariats, présente les lauréats des bourses SOFAM 2024.

4. Prise de connaissance de la déclaration individuelle des administrateurs en matière de conflits d'intérêts pour l'exercice 2023

Les administrateurs ont adressé à l'assemblée une déclaration individuelle sur les intérêts détenus dans la société de gestion, les rémunérations et avantages perçus, les montants perçus en tant qu'ayant droit et les éventuels conflits d'intérêt avec la société de gestion. L'assemblée générale en prend acte.

5. Décharge des administrateurs et du commissaire pour l'année 2023

A la majorité de votes, l'assemblée générale donne décharge à l'organe d'administration, à chaque membre du conseil d'administration en particulier, et au commissaire pour l'exercice de leur mandat en 2023.

6. Démission et élection des administrateurs

Madame Maja Polackova, Messieurs Bernard Ghiste et Patrick Pirotte présentent leur candidature pour un mandat d'administrateur. Ces candidats répondent à tous les critères posés par les statuts.

L'assemblée générale décide, à la majorité des voix, d'accepter ces candidatures. Leurs mandats courent jusqu'à la date de l'assemblée générale de mai 2027.

Monsieur Marc Goossens présente sa candidature pour un nouveau mandat d'administrateur. L'assemblée générale décide, à la majorité des voix, de renouveler le mandat de M. Marc Goossens pour une période de trois ans jusqu'à la date de l'assemblée générale de mai 2027.

7. Renouvellement du mandat du commissaire

Le mandat du commissaire, la SRL J-B RONSE DE CRAENE & C°, représenté par Monsieur Jean-Benoît Ronse de Craene, commissaire, vient à échéance lors de cette assemblée générale. L'organe d'administration présente à l'assemblée générale la candidature de la SRL J-B RONSE DE CRAENE & C°, pour un nouveau mandat de trois ans. Ses honoraires restent inchangés et s'élèvent à 6.200 euros hors TVA. Ils sont indexés annuellement. A la majorité des voix, l'assemblée générale renouvelle le mandat de la SRL J-B RONSE DE CRAENE & C°, pour une période de trois ans jusqu'à l'assemblée générale qui délibère sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2026.

8. Adoption de la modification à l'article 21 du règlement d'ordre intérieur

L'organe d'administration a la volonté de respecter l'obligation légale de répartir et de payer régulièrement les sommes dues aux ayants droit dans les délais impartis par la loi. Toutefois, sur la base d'une analyse coût-bénéfice, il a estimé que le versement de droits inférieurs à € 25 euros ne constitue pas une gestion efficace.

L'assemblée générale adopte à l'unanimité la proposition de modification de l'article 21 du règlement d'ordre intérieur par l'ajout d'un paragraphe nouveau qui indique le seuil en dessous duquel les droits revenant à un auteur sont mis en attente de paiement.

« Article 21

La SOFAM répartit, avec diligence et exactitude, les sommes dues à ses membres.

Elle paie, avec diligence et exactitude, à ses membres les sommes qu'elle perçoit sur leurs droits dans le délai légal, à moins que des raisons objectives l'empêchent de respecter ce délai.

Nouveau paragraphe :

Les montants de droits inférieurs à € 25 ne seront pas payés immédiatement à l'auteur mais seront mis en attente et payés dès que le montant des droits cumulés pour l'auteur ou l'ayant droit aura atteint € 25.

A la demande expresse de l'auteur ou de l'ayant-droit, le directeur gérant peut décider de verser un montant de droits inférieur à € 25.

La SOFAM répartit les droits conformément à ses règlements de répartition et à sa politique générale de répartition.

La SOFAM met à la disposition, sur son site internet, les règlements de répartition ainsi que sa politique générale de répartition. »

9. Adoption des modifications aux politiques générales

- a. Politique générale relative aux déductions effectuées sur les revenus provenant des droits et de toute recette résultant de l'investissement de des revenus provenant des droits

L'assemblée générale adopte à l'unanimité le texte suivant :

« En application de l'article XI 248 /4 CDE, l'assemblée générale adopte, dans les termes définis ci-après, la politique générale relative aux déductions effectuées sur les revenus provenant de l'exploitation des droits et les recettes résultant de l'investissement de ces revenus :

1. Les prélèvements sur droits

Modalités de fixation des taux des prélèvements sur droits

Des prélèvements sont appliqués de manière à couvrir les frais de fonctionnement de la société.

Ces prélèvements prennent la forme d'une retenue sur les droits perçus par la société.

Le taux de ces prélèvements est fixé par le directeur- gérant, avec l'accord du conseil d'administration, en suivant un principe de prudence, de prévoyance et de proportionnalité.

Lorsqu'il propose une modification des prélèvements au conseil d'administration, le gérant fournit les éléments justifiant du bien-fondé d'une telle modification pour le fonctionnement de la société et le bon accomplissement des missions statutaires.

Niveau des prélèvements statutaires

Au jour de l'adoption de la présente politique générale, les taux maximaux de prélèvements statutaires appliqués par la SOFAM sur les droits qu'elle perçoit sont les suivants :

• droits de reproduction et de communication	22%
• retransmission par câble	20%
• autres droits collectifs (reprographie, exception enseignement, copie privée, prêt public)	20%
• droits de suite	15%

2. Les recettes résultant de l'investissement des droits

Afin de limiter le prélèvement statutaire sur les droits reversés aux ayants droits, l'organe d'administration peut décider d'affecter les revenus provenant des droits et/ou les produits financiers provenant de l'investissement de ses revenus au financement des frais de gestion conformément à l'article XI 251 CDE. Cette décision sera soumise à l'assemblée générale pour approbation. »

b. Politique générale relative aux droits non-répartissables

L'assemblée générale adopte à l'unanimité le texte suivant :

« L'article XI 248/4 § 3 CDE dévolue à l'assemblée générale de décider de la politique générale de répartition des sommes non-répartissables, conformément à l'article XI 254 CDE.

L'article XI 254 du Code de Droit Economique stipule :

Les sommes non-répartissables, y compris les sommes qui sont réputées non-répartissables conformément à l'article XI.252, § 4, sont réparties entre les ayants droit de la catégorie concernée, selon des modalités approuvées à la majorité des deux tiers en assemblée générale, sans préjudice du droit des ayants droit de réclamer ces sommes à la société de gestion.

Le Roi peut définir la notion d'ayants droit de la catégorie concernée.

A défaut d'une telle majorité, une nouvelle assemblée générale convoquée spécialement à cet effet statue à la majorité simple.

Les frais de gestion de la société de gestion ne peuvent être imputés sur les sommes visées à l'alinéa 1er de manière discriminatoire par rapport aux autres catégories de droits gérés par la société de gestion.

Le Roi détermine les conditions dans lesquelles conformément à l'alinéa 4 les frais de gestion sont imputés sur les sommes visées à l'alinéa 1er.

Le Commissaire établit chaque année un rapport spécial sur:

- 1° la qualification par la société de gestion de sommes comme étant non-répartissables;*
- 2° l'utilisation de ces sommes par la société de gestion; et*
- 3° l'imputation des frais de gestion sur ces sommes.*

La notion de droits non répartissables doit être interprétée strictement et vise une impossibilité d'attribution des droits et non de paiement.

Les sommes non-répartissables sont des montants dus aux ayants droit qui ne peuvent pas être répartis après trois ans parce que les ayants droit n'ont pas été identifiés (article XI 252 §4 du WER). Il peut aussi s'agir « de droits perçus en attente de paiement » en raison de l'adresse ou du numéro de compte erroné ou manquant de l'ayant droit. Après l'expiration du délai de l'article XI 255 CDE (10 ans), ces droits sont considérés comme non-répartissables.

L'organe d'administration détermine annuellement sur base de la comptabilité quelles sont les sommes non-répartissables qui peuvent retourner à la masse. L'organe d'administration décide des modalités de répartition de ces sommes en respectant l'article XI 254 CDE. Conformément à cet article, les sommes doivent être réparties en faveur des ayants droit de la catégorie concernée et les frais de gestion ne peuvent pas être imputés sur ces sommes de manière discriminatoire.

Les décisions de l'organe d'administration sur la répartition des sommes non-répartissables sont soumises annuellement à l'assemblée générale pour approbation à la majorité des deux tiers. Ces décisions seront mentionnées dans le procès-verbal de l'assemblée. »

10. Les répartitions

Les associés ont pris connaissance et approuvent les décisions prises en 2023 par l'organe d'administration relatives aux répartitions des droits.

La responsable des répartitions présente à l'assemblée les modifications au règlement de répartition de la rémunération pour la copie privée des œuvres des arts graphiques, plastiques et photographiques (CALP) et au règlement de répartition de la rémunération pour l'exception enseignement et la recherche scientifique

11. Affectation d'un pourcentage des droits perçus à des fins sociales, culturelles ou éducatives

Conformément à l'article XI 258 du Code de droit économique, l'assemblée générale a la faculté d'affecter jusqu'à 10 % des droits perçus à des fins sociales, culturelles ou éducatives.

L'assemblée approuve à la majorité des votes d'affecter 10% des droits collectifs à percevoir en 2024 à des fins sociales, culturelles ou éducatives.

Aucun pourcentage ne sera retenu sur les autres droits perçus (licences individuelles, droit de suite ou les droits que nous parvenons à récupérer pour un auteur).

12. Divers

Un membre informe avoir appris de bonne source que les éditeurs de journaux voulaient supprimer progressivement les journaux papier dans les 5 ans au profit du numérique et ne conserver qu'une version papier pour l'édition du week-end. Il s'inquiète de la disparition des copies papier et, dès lors, de la diminution de la rémunération pour la reprographie. Qui paiera pour les publications numériques ?

Le directeur gérant distingue les contrats de commande conclus entre l'auteur et l'éditeur de presse pour la livraison et la publication de photos et d'œuvres graphiques, et les droits collectifs pour la rémunération des actes de reprographie et de copie privée. Les contrats de commande sont généralement hors du champ d'action de la société de gestion collective. La volonté des éditeurs de passer uniquement à un journal numérique, n'influence pas le fait qu'ils doivent obtenir et rémunérer l'auteur. En ce qui concerne les droits collectifs, elle confirme la diminution des copies papier. Cependant, la société Reprobél a mis en place une licence pour les impressions et le réemploi numérique et touche déjà au nom et pour compte des auteurs des droits pour ces utilisations. D'autre part, la société Auvibel perçoit des droits pour la copie privée numérique des œuvres d'art plastique, graphique et photographique, également celles publiées dans les versions numériques des journaux.

Clôture de la séance

A 21h10, le président constate que les points à l'ordre du jour ont été traités et déclare la séance levée.

Bram Declercq

Président

Delphine Kayaert

Secrétaire

Caroline Tanghe

Scrutateur